

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Việt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques

Parodie de procès au Viêt Nam



Le père Nguyen Van Ly est muselé par la police vietnamienne



Protestations dans le monde

Sommaire

- 1 Mascarade de justice
- 2 Les dernières persécutions
- 3 La police arrête 2 avocats
- 4 8 ans derrière les barreaux
- 5 Un journaliste expulsé
- 6 Délégation norvégienne interrogée par la police
- 7 Protestations internationales
- 8 33 protestent contre Hà Nội
- 9 Protestation de la Norvège
- 10 Soutien des élus internationaux
- 14 Le Viêt Nam envisage la libération du journaliste Nguyen Vu Binh
- 15 Les USA interpellent le Viêt Nam sur la questions des droits de l'homme
- 16 Việt Tân lance une campagne mondiale pour soutenir les dissidents
- 22 Des milliers d'ouvriers en grève sauvage.

Le bras de fer continue :

Dans le semblant de procès qui s'est tenu aujourd'hui, les autorités communistes vietnamiennes ont condamné cinq militants pour la démocratie pour leurs pacifiques activités politiques. Le père Nguyen Van Ly a été condamné à huit ans de prison. Les autres accusés, Nguyen Phong, Nguyen Binh Thanh, Le Thi Le Hang et Hoang Thi Anh Dao ont écopé entre un an et demie et six ans de prison.

Sans la présence des avocats de la défense, le verdict avait été déjà décidé avant le procès. Ces cinq dissidents rejoignent le nombre incalculable de prisonniers politiques au Viêt Nam, tout simplement pour avoir exercé les droits inscrits dans les conventions internationales que la République Socialiste du Viêt Nam a ratifié.

Une fois de plus, le gouvernement de Hà Nội a démontré pourquoi le Viêt Nam communiste est un « pays particulièrement préoccupant. » Après avoir présenté l'année dernière un visage civilisé à la communauté internationale afin d'adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce, d'accueillir le sommet des pays de l'APEC, de recevoir le statut commercial normal et permanent (PNTR) avec les États-Unis, le régime a lancé une sévère campagne de répression contre ses dissidents.

Maintenant, plus que jamais, la communauté internationale devrait se tenir aux côtés du peuple vietnamien pour protester contre les violations des droits de l'homme par les autorités de Hà Nội et soutenir la lutte pacifique pour le pluralisme politique menée par de courageux citoyens.

Việt Tân—30 mars 2007



Les dernières persécutions au Viêt Nam

• Dans la nuit du 29 au 30 Janvier 2007, dans la province de Ninh Binh, la statue de la Vierge Marie est démolie par la Sûreté Publique Vietnamienne.

• Le matin du 3 février, les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan, les ingénieurs Bach Ngoc Duong et Pham Van Troi ainsi que deux autres militants démocrates sont arrêtés et détenus sans motif pendant 48 heures.

• Le 8 février, MM Bach Ngoc Duong et Nguyen Van Dai sont soumis à une séance de dénonciation publique au cours de laquelle ils sont accusés d'espionnage et de trahison à la patrie.

• Le 16 février, les autorités perquisitionnent les domiciles des membres du Parti du Progrès du Viêt Nam, arrêtant les fondateurs de ce parti. Ce parti, comme tous les autres partis, est interdit car seul a droit d'existence le Parti Communiste Vietnamien.

• Le 19 février, les autorités perquisitionnent la maison des prêtres de l'archevêché de Huê et arrêtent le père catholique Nguyen Van Ly, dissident qui a déjà passé de nombreuses années dans les geôles communistes.

• Le 28 Février, M Hong Trung, du Parti Pour le Peuple (Vi Dân), est arrêté par la police de Gia Lai.

• Depuis le début février, les organisations religieuses au centre du Viêt Nam signalent des arrestations arbitraires et l'usage de la torture à l'encontre des chrétiens de la minorité ethnique Degar.

• Le 5 mars, la Sûreté Publique se présente au domicile du professeur Nguyen Chinh Ket, un membre fondateur du Bloc 8406, pour signifier à son épouse, madame Bui Ngoc Yen, qu'à son retour au Viêt Nam il serait aussitôt arrêté. Le professeur Ket fait actuellement une tournée aux États-Unis et en Europe afin de promouvoir le mouvement démocratique vietnamien.

• Le 6 Mars, les avocats dissidents Le Thi Cong Nhan et Nguyen Van Dai sont arrêtés et écroués pour 4 mois de prison préventive pour avoir critiqué ouvertement les autorités communistes.

• Le 6 mars, le ministère des Affaires étrangères vietnamien décide d'expulser Bill Hayton, journaliste de la BBC, en refusant de renouveler son visa. Le régime communiste se venge ainsi des enquêtes et articles de Bill Hayton sur les dissidents vietna-

miens.

• Le 8 mars, à Gia Rai, sur les hauts-plateaux, le pasteur Nguyen Cong Chinh et son épouse sont frappés par la police à l'intérieur même de leur domicile avant d'être embarqués au commissariat pour une « séance de travail ».

• Le 9 mars, M. Tran Van Hoa, membre du Parti Démocratique subit 12 heures d'interrogatoire au commissariat de Quang Ninh. La Sûreté Publique fait pression sur lui pour qu'il renonce à participer au mouvement démocratique.

• Le 10 mars, les autorités signifiant à la famille du dissident Do Nam Hai que celui-ci serait arrêté dans les prochains jours s'il ne renonçait pas à son engagement dans le mouvement démocratique.

• Le 10 mars, la Sûreté Publique perquisitionne de nouveau le domicile de l'écrivain Tran Khai Thanh Thuy, confisquant ses deux ordinateurs, ses téléphones portables et des centaines de dossiers des victimes d'expropriation forcées par les autorités.

• Le 12 mars, l'avocat Le Quoc Quan est arrêté à Nghe An, moins d'une semaine après son retour au Viêt Nam, après avoir passé 6 mois de formation à Washington avec le *National Endowment for Democracy*.

• Le 15 mars, pour s'être entretenue avec le vénérable Thich Quang Do – un bonze dissident – une délégation de l'organisation norvégienne de défense des droits de l'homme Rafto est arrêtée et interrogée par les autorités vietnamiennes.

• Le 16 mars, les autorités ont tellement terrorisé la famille du dissident Do Nam Hai, dont ses parents âgés de plus de 80 ans et sa fille de 15 ans, que celle-ci supplie celui-ci de renoncer à participer au mouvement démocratique.

• Le 30 mars 2007, les autorités condamnent 5 dissidents pour « diffusion d'éléments nuisant à l'état » :

- le père Nguyen Van Ly : 8 ans de prison ferme
- Nguyen Phong : 6 ans de prison ferme
- Nguyen Binh Thanh Hoang : 5 ans de prison ferme
- Mlles Hoang Thi Anh Dao et Lê Thi Lê Hang : 18 mois de prison avec sursis.



La police arrête deux avocats dissidents à Hà Nội

HANOÏ (AFP) – La police du Viêt Nam communiste a arrêté ce mardi deux avocats militants pro-démocratie. Ils sont accusés d'avoir diffusé de la propagande contre l'État. Cette arrestation fait partie de ce que les militants ont appelé une escalade dans les violations des droits de l'homme.

Les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan résident à Hà Nội. Selon les médias officiels, leurs familles et aussi les membres basés à l'étranger du Parti Populaire Démocratique, parti banni, les avocats ont été emprisonnés dans la capitale ce matin.

La chaîne d'État VTV a indiqué que « la police judiciaire a aujourd'hui fouillé la maison et le bureau de Nguyen Van Dai ainsi que la maison de Le Thi Cong Nhan. Tous deux ont été arrêtés.

La « police a confisqué de nombreux documents qui contiennent de la propagande contre l'État du Viêt Nam et beaucoup de documents religieux qui étaient sur le point d'être fournis aux sources étrangères. »

Tous les deux ont été accusés d'avoir enfreint l'article 88 du code pénal, qui interdit « la propagande et la diffamation contre » le gouvernement. La peine encourue va de 3 à 12 ans de prison, avec la possibilité d'aller jusqu'à 20 ans de prison en cas de « crime particulièrement grave. »

Dai, qui défend les cyberdissidents emprisonnés et publie régulièrement des essais pro-démocratie sur Internet, a été détenu et interrogé par la police



**M. Nguyen Van Dai et
Mlle Le Thi Cong Nhan**

début février, avec d'autres militants.

Plusieurs nouveaux groupes pro-démocratie -- et une plus large coalition connue sous le nom de « Bloc 8406 » -- ont émergé la dernière année au Viêt Nam, lequel ne tolère aucun groupe politique rival et contrôle les médias et Internet.

Les dissidents disent que le Viêt Nam -- qui a organisé le dernier sommet la Coopération Économique en Asie-Pacifique (CEAP ou [APEC](#) en anglais) à la fin de l'année dernière et après avoir réussi d'autres avancées diplomatiques -- accroît maintenant sa répression contre ceux qui défient le régime.

« Nous avons prévu ce resserrement sur la dissidence après le sommet de l'APEC une fois que le Viêt Nam aurait obtenu tout qu'il voulait de la communauté internationale. » Cela comprend l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, disait à Paris Vo Van Ai du Comité Vietnamien sur les Droits de l'Homme.

« Nous n'avons pas eu à attendre longtemps. Aujourd'hui, le Viêt Nam a recouru à ses vieilles habitudes répressives, écrasant toutes les voix pacifiques de la dissidence. »

A la fin du mois dernier, la police de la ville centrale de Huê a pillé la maison du prêtre catholique dissident Nguyen Van Ly, 59 ans, l'accusant d'avoir enfreint l'article 88. Il a été déplacé dans un nouvel endroit et assigné à résidence.

Reporters Sans Frontières a protesté contre ces arrestations.

« Nous sommes très inquiets pour Nguyen Van Dai et sa collègue Le Thi Cong Nhan mais également aussi pour le père Ly, qui sont tous accusés sous le même motif, » a dit Julien Pain, responsable d'Internet et des questions de liberté au sein de l'ONG parisienne.

Vu Minh Khanh, 37 ans, l'épouse de l'avocat Dai de Hanoï, raconte mardi comment des policiers en uniforme et en civil avaient commencé à suivre leur couple dès 8h ce matin, avant que son mari soit arrêté.

« Autour de 11h00 du matin, un autre groupe de cinq à six policiers, dont la moitié ne portaient pas d'uniforme, a forcé mon mari à entrer dans une voiture qui l'a emmené dans notre maison, » a-t-elle dit à l'AFP.

« A 11h30, ils ont lu l'ordre d'arrestation de mon mari, ordre qui indiquait une durée de détention provisoire de quatre mois. La raison qu'ils ont donnée est que mon mari propageait des informations contre le gouvernement, selon l'article 88 du code pénal.

« A 11h50, ils ont emmené mon mari à la prison N°1 de la police de Hà Nội, située dans la ville de Cau Dien, arrondissement de Tu Liem. Depuis lors, je n'ai pu contacter mon mari. »



Viêt Nam: un prêtre dissident renvoyé pour huit ans derrière les barreaux

Par Frank ZELLER - AFP

30 mars 2007

HUE (AFP) - Le prêtre Nguyen Van Ly, qui a déjà passé de nombreuses années en prison, a été renvoyé vendredi derrière les barreaux pour huit ans par la justice vietnamienne, reconnu coupable, avec quatre autres dissidents, de propagande contre le régime communiste.

Ses co-accusés, deux femmes et deux hommes, ont été condamnés à des peines allant de 18 mois de prison avec sursis à six ans de prison ferme par la Cour populaire de Hué, dans le centre du pays.

A l'issue d'un procès de trois heures et demie, le juge Bui Quoc Hiep a dénoncé un "comportement criminel très

grave, qui met en danger la pérennité de la République socialiste du Vietnam, nuit à la sécurité nationale et entraîne un clivage entre les pratiquants religieux et le peuple".

Le père Ly, 60 ans, était accusé d'être à l'origine du mouvement pro-démocratique appelé "bloc 8406", né en avril 2006 et qui revendiquait à l'automne 2.000 signataires, ainsi que de soutenir des groupes politiques illégaux, dont le Parti progressiste du Vietnam.

Le prêtre, qui a déjà passé 14 ans en prison, a défié la cour dès l'ouverture de son procès, dénonçant une "loi de la jungle" avant qu'un policier ne lui recouvre la bouche.

Sa dernière condamnation re-



Un policier en civil couvre la bouche du père Ly pour l'empêcher de crier.

montait à 2001. Il avait alors écopé d'une peine de 15 ans de prison pour avoir envoyé un témoignage écrit à la commission internationale sur la liberté religieuse aux États-Unis.

En février 2005, le père Ly avait ensuite bénéficié d'une amnistie. Mais la police l'accusait d'avoir depuis repris des activités illégales.

Les autres accusés, Nguyen Phong, 32 ans, Hoang Thi Anh Dao, 21 ans, Nguyen Binh Thanh, 51 ans, et Le Thi Le Hang, 44 ans, ont tous reconnu devant la Cour être membres du Parti progressiste du Vietnam.

"Pour la nation vietnamienne, je continuerai à me battre pour les valeurs de liberté et de démocratie", a déclaré Nguyen Phong.

Quand le juge lui a demandé s'il avait quelque chose à ajouter, Nguyen Binh Thanh a de son côté affirmé que ce qu'il avait "fait suivait exactement les traités et lois internationales".

Fait exceptionnel, journalistes et diplomates étrangers avaient été autorisés à assister aux tou-



Déjà menotté, le père Nguyen Van Ly est immobilisé par deux membres de la Sûreté Publique



tes premières et dernières minutes du procès et à suivre le reste sur un écran de télévision dans une salle à part.

"Les États-Unis restent préoccupés par les récentes actions du gouvernement vietnamien contre les dissidents", a déclaré sur place le vice-consul américain, Kenneth Chern. "Nous appelons le gouvernement vietnamien à laisser les gens exercer leurs droits légitimes à la liberté d'expression sans peur ni récrimination".

Les autorités vietnamiennes ont multiplié les actions contre la dissidence ces derniers mois, visant surtout les membres de ce "bloc 8406".

Début mars, deux avocats de renom de Hanoï, Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan, ont notamment été arrêtés et pourraient être jugés prochainement, également pour propagande contre le régime.

Avec ces interventions, le pays s'est attiré de nombreuses critiques de groupes de défense des droits de l'Homme à l'étranger, qui l'ont accusé de resserrer la vis après avoir engrangé d'importants succès sur la scène internationale, comme son entrée à l'Organisation mondiale du Commerce.



Les 4 autres dissidents condamnés, de gauche à droite : Le Thi Le Hang, Hoang Thi Anh Dao, Tran Binh Thanh, Nguyen Phong.

Le correspondant de la BBC se voit refuser le renouvellement de son visa

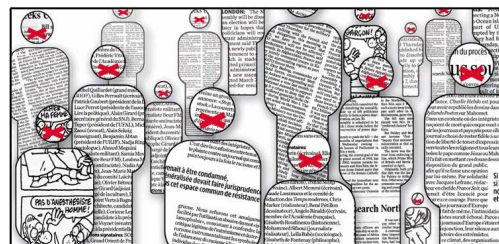
Reporters Sans Frontières

Reporters sans frontières est consternée par la décision des autorités de Hanoï de ne pas renouveler le visa de presse de Bill Hayton, correspondant de la BBC World Service au Viêt-nam. Il est contraint de quitter le pays avant le 15 mars 2007.

"Alors que le gouvernement s'est engagé dans une nouvelle phase de répression des gouvernements dissidents, un correspondant étranger, perçu comme un témoin gênant, est expulsé sur la base d'arguments bureaucratiques. C'est scandaleux et cela démontre combien les lois vietnamiennes sur le travail des journalistes étrangers sont archaïques et liberticides. Nous appelons la communauté internationale, et notamment l'Union européenne, à réagir", a affirmé l'organisation.

C'est la première fois depuis 2000 - date à laquelle les journalistes français Sylvaine Pasquier de "L'Express" (consulter l'alerte de l'IFEX du 14 avril et Arnaud Dubus de "Libération" (consulter des alertes du 15 décembre et 10 novembre 2000) avaient été expulsés - qu'un reporter étranger est contraint de quitter le Viêt-nam.

Le 6 mars 2007, le Département de la presse du ministère



des Affaires étrangères a informé Bill Hayton que son visa de journaliste ne serait pas renouvelé. Il est contraint de quitter le pays avant le 15 mars. Il a rendu publique cette information lors d'une réunion à laquelle étaient présents des officiels vietnamiens. Présent au Viêt-nam depuis mai 2006, il disposait d'un visa de "journaliste visiteur". Les autorités refusent de lui délivrer un visa de correspondant permanent. Selon les réglementations en cours, le média doit disposer d'un bureau sur place pour pouvoir accréditer un correspondant. La radio britannique a accompli ces démarches, mais la réponse a été retardée sans raison. Selon des sources à Hanoï, le ministère de la Sécurité publique aurait fait pression sur les services de l'information et de l'immigration pour que le journaliste britannique soit contraint de quitter le pays.

Les autorités semblent reprocher à Bill Hayton d'avoir enquêté sur la répression contre les dissidents. Comme beaucoup de ses collègues, il refusait de se plier à la réglementation vietnamienne qui oblige à demander cinq jours à l'avance l'autorisation d'interviewer une personne.



La police vietnamienne interroge des norvégiens après leur visite chez un bonze dissident

Deutsch Press Agentur

15 mars 2007

Oslo – Une organisation norvégienne de défense des droits de l'homme a déclaré que, ce jeudi, la police vietnamienne a interpellé trois ressortissants norvégiens peu après qu'ils ont rencontré Thich Quang Do, un militant pro-démocratie âgé.

Do, 77 ans, a reçu le prix Rafto en septembre 2006 « pour son courage personnel et sa persévérance dans son opposition pacifique au régime communiste vietnamien durant trois décennies. »

Arne Liljedahl Lynngard, président du conseil d'administration de la Fondation Rafto apprit en début d'année, par l'ambassade vietnamienne au Danemark, qu'il n'obtiendrait pas de visa d'entrée au Viêt Nam, alors qu'il avait déclaré ouvertement vouloir se rendre dans ce pays pour y rencontrer Do.

Lynngard a déclaré à la Deutsche Presse-Agentur – dpa : « l'organisation de défense des droits de l'homme décida alors d'envoyer une représentante,



Therese Jebsen

Therese Jebsen, qui voyagea avec un visa touristique en compagnie d'une norvégienne-vietnamienne militant



Arne Liljedahl Lynngard

pour les droits de l'homme, Kieu Tran, qui servit d'interprète, ainsi qu'un reporter de la télévision norvégienne TV2. »

« Jebsen a réussi à transmettre son message à Do, qui est en état « d'assignation à résidence en la pagode » à Sài Gòn, avant que la police arrive et embarque les trois norvégiens dans un commissariat local pour interrogatoire. »

« Ils ont été libérés mais nous sommes préoccupés car Kieu Tran a été convoquée pour d'autres interrogatoires. L'ambassade norvégienne a été alertée de cette incident. »

« Les autorités vietnamiennes ont récemment intensifié leur campagne de répression contre les dissidents. Il y a un climat de peur dans ce pays du Sud-est Asiatique. »

« La décision de remettre en main propre un message à Do était destinée à montrer notre soutien à ceux qui militent pour la liberté et le multipartisme. Do, qui souffre de diabète, est apparu dans un bon état moral. »

Do avait décidé de ne pas venir en Norvège l'année dernière pour recevoir son prix car il craignait de ne pas pouvoir revenir au Viêt Nam.

Do est également Patriarche adjoint de l'Église Bouddhique Unifiée du Viêt Nam, qui n'est pas officiellement reconnue par les autorités vietnamiennes.

Lynngard ajoute : « Ce prix, d'une valeur de 50 000 kroner (7600 dollars), a été symboliquement remis à Do par l'intermédiaire de Vo Van Ai, président du Comité Vietnamien des Droits de l'Homme à Paris. »

Le prix Rafto fut créé en 1986 en mémoire du Professeur Thorolf Rafto de l'École Norvégienne d'Économie et de Gestion de Bergen, un fervent défenseur des droits de l'homme.

Quatre précédents lauréats du prix Rafto - Aung San Suu Kyi, Jose Ramos-Horta, Kim Dae-jung and Shirin Ebadi – ont reçu par la suite le Prix Nobel de la Paix.



Des vietnamiens de Norvège sont venus à l'aéroport accueillir le retour de la délégation Rafto le 18 mars 2007



Les protestations internationales contre la campagne de répression de Hà Nội

Face à une campagne répressive contre les dissidents vietnamiens qui prend de l'ampleur, une délégation de parlementaires suédois s'est rendue au Viêt Nam le 7 mars 2007. Menée par le député Goran Lindblad, la délégation a rencontré les familles des avocats dissidents Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan afin de mieux connaître l'état de la répression contre les dissidents à Hà Nội. Ensuite, des membres du Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) ont pu présenter aux parlementaires suédois l'histoire des actions gouvernementales perpétrées contre les dissidents depuis ces dernières semaines, ainsi que des propositions concrètes que la communauté internationale peut faire

pour aider le mouvement pro-démocratie au Viêt Nam.

Le lendemain, Goran Lindblad et sa délégation ont pu interpellé directement Pham Gia Khiem, Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur ces questions. La délégation suédoise a également diffusé un communiqué de presse protestant contre le régime vietnamien pour ses violations flagrantes des droits de l'homme.

Dans la foulée, le 9 mars 2007, des représentants de 33 pays ayant des ambassades à Hà Nội ont protesté officiellement contre les récentes arrestations des militants pour la démocratie. L'ONG *Human Rights Watch* a même qualifié cette vague de ré-

pression comme la pire depuis 20 ans.

Le masque est tombé! Les efforts des années passées du régime communiste pour faire croire qu'il respecte les lois internationales et ses promesses de respect des droits de l'homme sont en train de partir en fumée depuis ces deux dernières semaines. La nature barbare, arriérée, et la volte-face du régime communiste est de nouveau révélée aux yeux du monde.

Voici la traduction française du communiqué de presse de la délégation suédoise.

Viêt Tân

PARLEMENT SUÉDOIS

Communiqué de presse

Stockholm, 9 mars 2007

Göran Lindblad,
Membre du parlement, Commission des affaires étrangères
Vice-président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Libérez les prisonniers politiques au Viêt Nam !

Deux dissidents connus, tous deux avocats, furent arrêtés voici deux jours. L'arrestation ordonnée par le gouvernement vietnamien de deux avocats dissidents, Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan, retient l'attention de parlementaires suédois présents à Hà Nội. Le groupe de parlementaires suédois s'est adressé au Vice-premier ministre du Viêt Nam, Pham Gia Khiem, qui est aussi ministre des Affaires étrangères, demandant la libération immé-

diante des deux avocats ainsi que de tous les prisonniers politiques. Demande de réforme du système judiciaire, introduction de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, droit de réunion.

Le groupe parlementaire a rencontré la femme de l'un des avocats ainsi que la mère de l'autre. De plus, il a conversé par téléphone avec des dissidents de Hà Nội et de Sài Gon. Les deux avocats ont été arrêtés à Hà Nội ce jeudi sous le motif de



« propagande contre » le gouvernement communiste de la nation.

On a refusé à l'épouse de Nguyen Van Dai la permission de rencontrer son mari et de lui donner les médicaments pour sa détention provisoire. Elle s'inquiète du risque qu'il ne soit torturé.

À la demande expresse de leurs parents, nous demandons que les détenus soient libérés, qu'ils ne soient pas torturés, même si le Viêt Nam n'a pas ratifié la Convention des Nations Unies contre la torture.

Nous sommes vivement inquiets au sujet des dysfonctionnements du système judiciaire. Par exemple l'absence de droits pour un avocat, notamment celui de disposer à l'avance de tous les éléments du dossier.

Le Viêt Nam doit se conformer aux règles des Nations Unies sur les droits de l'homme s'il souhaite intégrer le Conseil de Sécurité en 2008. Selon la Déclaration du Millénaire, il reste au Viêt Nam un

long chemin à parcourir dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme.

Göran Lindblad (m) Commission des Affaires étrangères +46 706 710366
Vice-président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Kerstin Lundgren ©, Commission des Affaires étrangères +46 705 918102
Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Lars Lindén (kd), Commission des Affaires étrangères +46 706 533793

Bodil Ceballos (mp) Commission des Affaires étrangères +46 705 733380

Nina Larsson (fp) Commission de la Défense +46 703 640090

Aleksander Gabelic (s) Commission de l'Environnement et de l'Agriculture +46 703 165505 - Président de l'Association Suédoise des Nations Unies



Photo de gauche : Le député Lars Liden et madame Tran Thi Lê (images fournies par la délégation suédoise)
Photo de droite : Les députés Bodil Ceballos, Kerstin Lundgren, Nina Larsson et madame Vu Kim Khanh.

La communauté internationale dénonce les arrestations d'opposants ordonnées par Hà Nội

Bill Hayton,
BBC News depuis Hà Nội
7 mars 2007

Les représentants de 33 pays manifestent leur inquiétude au sujet des récentes arrestations de plusieurs dissidents. L'ensemble des 27 états membres de l'Union Européenne ainsi que d'autres

pays, parmi lesquels les États-Unis et l'Australie, ont protesté officiellement auprès du ministère des Affaires étrangères vietnamien.

Les organisations de défense des droits de l'homme sont persuadées que ces arrestations font partie d'une campagne d'éradication de la dissidence. L'Union Eu-

ropéenne a mandaté les ambassadeurs allemand, bulgare et de la Commission Européenne pour transmettre les protestations officielles contre ces arrestations.

Durant ces trois dernières semaines, les autorités vietnamiennes ont poursuivi trois figures parmi les dissidents pour propagande contre l'État. Ils risquent



jusqu'à 20 ans de prison. De nombreuses autres personnes ont été interpellées, interrogées et mises sous la surveillance des autorités.

Étonnements

L'organisation de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch* a qualifié ces arrestations de « pire vague de répression depuis ces 20 dernières années

contre des dissidents pacifiques. »

Dans les milieux diplomatiques, ces arrestations ont provoqué l'étonnement. L'une des personnalités dissidentes est prêtre catholique. Il a été arrêté quelques jours avant la venue à Hà Nội d'une délégation du Vatican. Les autres ont été emprisonnées peu avant la visite officielle du ministre des Affaires étrangères

vietnamien aux États-Unis.

Actuellement, des rumeurs circulent à propos des forces de sécurité vietnamiennes qui veulent tester les réactions internationales. Les protestations officielles survenues ce vendredi montrent que la communauté internationale est très préoccupée et suit de près la situation intérieure du Viêt Nam.

La Norvège proteste auprès de Hà Nội pour la répression des dissidents



Communiqué de presse du Ministère norvégien des Affaires étrangères

11 mars 2007

Les violations des droits de l'homme au Viêt Nam se sont multipliées et aggravées récemment. Le Gouvernement norvégien a officiellement et vivement protesté auprès du gouvernement vietnamien contre l'emprisonnement du Père Nguyen Van Ly et contre le refus de visa d'entrée au Viêt Nam opposé au président du Comité RAFTO.

Les dissidents muselés

Au cours des dernières semaines, la police vietnamienne a procédé à l'arrestation de plusieurs membres du mouvement démocratique au Viêt Nam. Parmi les dissidents arrêtés figurent le Père Nguyen Van Ly et plusieurs membres du *Mouvement 8406* et de l'*Alliance pour la Démocratie*

et les *Droits de l'Homme* créés en 2006. Elle a aussi renforcé son contrôle sur plusieurs hauts dignitaires de l'Église Bouddhique Unifiée du Viêt Nam, dont le Vénérable Thich Quang Do, qui s'est vu récemment décerner le Prix RAFTO 2006.

Les inquiétudes de la Norvège

Selon M. Raymond Johansen, Vice-ministre norvégien des Affaires étrangères, la Norvège a officiellement protesté contre l'emprisonnement du Père Nguyen Van Ly et contre le refus de visa d'entrée au Viêt Nam opposé au président du Comité RAFTO.

La Norvège demande la libération du Père Nguyen Van Ly et l'annulation des accusations à l'encontre de celui-ci. La Norvège regrette aussi que le Viêt Nam maintienne sa décision de ne pas octroyer de visa d'entrée au président du Comité RAFTO.

M. Johansen rappelle que le Gouvernement norvégien a vivement fait savoir au gouvernement vietnamien ses inquiétudes quant aux arrestations de plusieurs dissidents démocrates au

cours des dernières semaines.

L'une des figures connues du mouvement démocratique est le professeur Nguyen Chinh Ket, l'un des responsables du *Mouvement 8406* et de l'*Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme*. M. Ket est actuellement en visite en Norvège et a été reçu le 08 Mars 2007 par le Vice-ministre norvégien des Affaires étrangères.

Les dialogues avec le Viêt Nam

Depuis 2003, la Norvège a engagé de nombreux dialogues avec le Viêt Nam sur la question des droits de l'homme. Ces dialogues portaient sur la peine de mort, les droits des minorités ethniques au Viêt Nam, les conditions dans les prisons et l'arrestation des dissidents démocrates.

Le Vice-ministre norvégien des Affaires étrangères a tenu à rappeler que lors du dernier dialogue en Janvier 2007, la situation des droits de l'homme au Viêt Nam avait été abordée, notamment à travers le cas du Vénérable Thich Quang Do.



Soutien des élus internationaux



Loretta Sanchez
Membre du congrès des États-Unis

9 mars 2007

Vietnamese American Public Affairs Committee (VPAC)
P.O. Box 2113
Saratoga, CA 95070

Chers amis,

En tant que représentant au quarante-septième Congrès du District de Californie, qui compte l'un des plus grands collèges électoraux vietnamiens à l'étranger, je me joins à vos efforts continus en faveur de la démocratie au Vietnam. Pendant plus de 10 années, je me suis fait l'écho vos problèmes à la Chambre

des Représentants des États-Unis, en présentant et en soutenant la législation fédérale qui appelle le gouvernement du Vietnam à améliorer sa politique des Droits de l'Homme, à arrêter l'oppression et à accorder la liberté politique et religieuse aux citoyens.

J'ai récemment exprimé mes profondes inquiétudes quant à l'escalade dans la violation des Droits de l'Homme au Vietnam dans une lettre au secrétaire Condoleezza Rice. L'oppression récente exercée sur des avocats pro-démocratiques au Vietnam est alarmante. Ces incidents récents incluent : l'arrestation de l'avocat Nguyen Van Dai, fondateur du Comité pour les Droits de l'Homme au Vietnam ; la déportation du Père Nguyen Van Ly de sa paroisse catholique en début d'année ; et les besoins médicaux non satisfaits du journaliste incarcéré Nguyen Vu Binh.

J'espère que l'Administration profitera de l'opportunité de la prochaine visite prochaine du Premier Ministre Vu Khoan et du



Ministre des Affaires Etrangères Pham Gia Khiem pour aborder ces questions et de travailler vers une amélioration des Droits de l'Homme au Vietnam.

Je recommande au Comité américano-vietnamien des Affaires Publiques et à la communauté vietnamienne de rallier la communauté américaine et internationale en diffusant largement les violations croissantes des Droits de l'Homme commises par le gouvernement du Vietnam.

Veillez recevoir mes meilleurs vœux de réussite.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Loretta Sanchez

Lettre du sénateur Edward Royce à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice

9 mars 2007,

Son Excellence Condoleezza Rice
Secrétaire d'État
2201 C Street, N.W.
Washington DC, 20520

Madame la Secrétaire d'État,

Je vous écris pour vous demander de faire part de vos inquiétudes au sujet des récentes oppressions que le Parti Communiste vietnamien exerce sur les partisans de la démocratie lors de votre prochaine réunion avec le Premier Ministre vietnamien et le Ministre des Affaires Etrangères

Pham Gia Khiem.

Comme vous le savez, le Vietnam a une longue histoire de violation des droits de l'homme et d'opposition aux valeurs démocratiques. Selon le récent rapport annuel sur les Droits de l'Homme publié par votre département, il y a eu de nombreux exemples de torture physique, d'arrestation arbitraire, et de détention de chrétiens et des membres d'autres religions qui n'ont pas été sanctionnés par le gouvernement vietnamien. Les groupes de défense des Droits de l'Homme ont



Edward R. Royce

rapporté que le 19 février, les agents de la sécurité provinciale de Thura Thien ont placé le Père



Nguyen Van Ly en état d'arrestation avec une surveillance stricte. Il doit faire face à des accusations criminelles de propagande politique contre le gouvernement vietnamien, et ne peut répondre à ses accusations que par une grève de la faim au détriment de sa santé.

Le gouvernement vietnamien tente largement de limiter les manifestations pacifiques en faveur de la démocratie, en particulier ces dernières semaines. Le 5 mars, les avocats Le Thi Cong Nhan et Nguyen Van Dai ont été

arrêtés et ont vu leurs licences annulées pour avoir dirigé des groupes de discussion sur la démocratie. On a rapporté des exemples d'activistes démocratiques ayant souffert de harcèlement, de détention, et de surveillance du gouvernement. Plusieurs de ces activistes souffrent actuellement en prison à cause d'un manque de soin médical de base, à l'exemple du journaliste Nguyen vu Binh.

L'oppression du gouvernement vietnamien sur les chefs religieux et les activistes pro-

démocratiques va à l'encontre des valeurs et des intérêts américains. Le Vietnam souffre actuellement. Etant donné le caractère récent de ces incidents, votre protestation contre ces actions indéfendables au Ministre vietnamien des Affaires Etrangères sera d'autant plus importante. La suppression continue des dissidents politiques au Vietnam est intolérable.

Merci pour votre attention sur ce sujet important.

2185 HAYDEN HOUSE OFFICE BUILDING
WASHINGTON, DC 20543
(202) 225-4111
FAX: (202) 225-4033
30 NORTH HUDSON BOULEVARD
SUITE 300
MILLBURN, CALIFORNIA 92462
(714) 960-4841
(916) 236-2612
FAX: (714) 960-5668
www.royce.house.gov

UNITED STATES
HOUSE OF REPRESENTATIVES



EDWARD R. ROYCE
Fortieth District-California

INTERNATIONAL RELATIONS
Ambassadors
Rising Member, Toronto, Vancouver and Trade
Asia-Pacific and
in Global Cooperation
PROFESSORIAL SERVICES
Administration
Capital Markets, Investor and
Government Sponsored Enterprises
Personal Services and
Consumer Credit
Child Care and Transportation

Ngày 9, tháng 3, năm 2007

Condoleezza Rice
Secretary of State
2201 C Street N.W.
Washington, DC 20520

Kính gửi Ngoại Trưởng Rice:

Trong buổi họp sắp tới giữa bà và Phó Thủ Tướng kiêm Bộ Trưởng Bộ Ngoại Giao Việt Nam Phạm Gia Khiêm, tôi viết lá thư này yêu cầu bà hãy nêu lên sự quan tâm của bà về các hành vi bắt bớ các nhà đấu tranh Dân Chủ Việt Nam.

Như bà đã biết, Việt Nam có một quá trình vi phạm tự do, dân chủ và nhân quyền. Theo bản báo cáo hàng năm về Nhân Quyền của chính Bộ Ngoại Giao của bà, bản này có liệt kê rất nhiều trường hợp vi phạm nhân quyền như tra tấn, bắt bớ, và giam giữ các tin đồ tin lành và các tôn giáo khác chưa được nhà nước phê chuẩn. Vào ngày 19 tháng 2 tại Thừa Thiên, Huế, các cơ quan Nhân Quyền Quốc Tế đã báo cáo Linh Mục Nguyễn Văn Lý đã bị Công an An ninh tinh bắt giam và cần giữ gắt gao. Họ đã tố cáo Linh Mục Lý với tội danh tuyên truyền chống chính phủ Việt Nam. Hiện giờ, Linh Mục Lý đang tuyệt thực và sức khỏe của Ông đang suy sụp.

Trong vài tuần qua, chính phủ Việt Nam đã có nhiều nỗ lực ngăn chặn các cuộc biểu tình cho tự do dân chủ. Ngày 5 tháng 3, hai luật sư Lê Thị Công Nhân và Nguyễn Văn Đài đã bị công an bắt và thu hồi bằng hành nghề của họ, chỉ vì họ có hướng dẫn một số thảo luận về Dân Chủ. Ngoài các sự kiện nêu trên, còn rất nhiều báo cáo về trường hợp các nhà đấu tranh Dân Chủ bị sách nhiễu, giam giữ và quản chế tại gia. Trong một số trường hợp, các nhà đấu tranh này phải chịu nhiều khó khăn trong tù vì họ thiếu điều kiện y tế, sức khỏe, v.v., điển hình là trường hợp Nguyễn Vũ Bình.

Những sự bắt bớ về lý này đối với các nhà đấu tranh cho tự do tôn giáo, tự do dân chủ, của chính phủ Việt Nam, thật sự đi ngược lại với các lý tưởng và quyền lợi của nước Mỹ. Quan trọng nhất, người đang chịu khổ chính là người dân Việt Nam. Vì thế, sự lên tiếng của bà với Phó Thủ Tướng Việt Nam trong thời gian này là điều tối quan trọng. Việc Đảng Cộng Sản Việt Nam liên tục đàn áp các nhà đối kháng chính trị là điều không thể chấp nhận được. Rất cảm tạ sự quan tâm của bà trong vấn đề quan trọng này.

Thân mến
Ed Royce



A gauche : La lettre du sénateur Royce a été traduite en vietnamien pour être diffusée au Việt Nam.

En haut : Le sénateur Royce durant une conférence de presse le 13 mars 2007 où il appelle les USA à s'intéresser de près à la situation des droits de l'homme au Việt Nam

Discours du député Alan Cadman à la chambre des représentants australien

1er mars 2007

Samedi soir, j'ai eu le plaisir de représenter le gouvernement lors des festivités du nouvel an organisées par la communauté vietnamienne à Warwick Farm, Sydney. Le président de la Communauté Vietnamienne d'Australie, le docteur Tien Nguyen, et M. Tri Vo ont attiré mon attention sur les violations des droits de l'homme qui se produisent actuellement au Việt Nam. Ils ont

relayé les profondes préoccupations des australiens-vietnamiens au sujet du journaliste Nguyen Vu Binh et du père Nguyen Van Ly.

Nguyen Vu Binh est un journaliste de 39 ans qui a été arrêté en septembre 2002 au Việt Nam par les autorités communistes. Au cour d'un procès inéquitable en décembre 2003, ils l'ont accusé d'espionnage puis l'ont condamné à 7 ans de prison, plus 3 ans d'assignation à résidence lorsqu'il



Alan Cadman

sera libéré. La semaine dernière,



la communauté vietnamienne en Australie a été alertée sur la détérioration alarmante de l'état de santé de Nguyen Vu Binh. Ces nouvelles ont été confirmées par son épouse, madame Bui Kim Ngan. Un autre dissident, Pham Hong Son, qui est médecin, se dit prêt à discuter de ces problèmes avec les autorités australiennes. M. Nguyen Vu Binh a créé le Parti Libéral Démocrate en 1999. Il a été détenu brièvement en juillet 2002, puis arrêté un mois après pour avoir critiqué sur Internet le controversé traité des frontières avec la Chine.

M. Nguyen Vu Binh est un journaliste qui écrit et communique largement via Internet. Son procès s'est tenu le 31 décembre 2003 et a duré seulement 3 heures. Il a été accusé d'espionnage, enfreignant l'article 80 du code pénal. Son activité d'espionnage a consisté à exprimer, avec d'autres dissidents, sa préoccupation sur la conduite de la nation et sur la façon dont sont gérés les droits de l'homme au Viêt Nam. La plu-

part des dissidents qui ont été arrêtés à cette époque sont accusés d'avoir diffusé par courriels des documents critiquant la politique du gouvernement. Les autres dissidents connus qui ont été arrêtés à cette époque sont le Dr Pham Hong Son et M. Nguyen Khac Toan, tous deux ont passé de longues peines en prison.

Il y a eu également une répression contre la communauté chrétienne au Viêt Nam. L'arrestation du père Nguyen Van Ly est aussi une préoccupation pour les australiens-vietnamiens. Le prêtre qui a été arrêté officiait chez lui. C'était la période du nouvel an, le 16 février de cette année. Le 18 février, le diocèse a été pris d'assaut par les soldats et militaires sur les ordres du Parti Communiste Vietnamien. Le prêtre était déjà en assignation à résidence, et d'autres chrétiens dans la région ont été emprisonnés. Certains d'entre eux se sont mis en grève de la faim. Il y a une grande inquiétude concernant l'état de santé du père

Nguyen Van Ly et du journaliste Nguyen Vu Binh.

Les violations continuelles des droits de l'homme préoccupent beaucoup le gouvernement australien et moi-même. En outre, on m'a rapporté un certain nombre de perquisitions, de détentions et d'interdictions de mouvement chez les dissidents, en particulier dans les communautés chrétiennes et bouddhistes, qui s'expriment pour réclamer les droits de l'homme. Ces faits sont illustrés par le Mouvement International pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam, et ils se produisent à travers le Viêt Nam. J'appelle le gouvernement vietnamien à changer ses méthodes et à résoudre ces problèmes par un processus démocratique. La Chine est en train de changer. L'Allemagne a changé. L'Union Soviétique a changé. Il est temps que le Viêt Nam prenne le virage de la démocratie, de la liberté et de la justice pour son peuple.

Soutien de Chris Bowen, député australien

La cause des droits de l'homme et des droits civils du peuple vietnamien préoccupe beaucoup mes collègues parlementaires. En fin d'année dernière, des membres de diverses tendances politiques ont signé une lettre ouverte de soutien au mouvement démocratique vietnamien. Depuis lors la situation au Viêt Nam a empiré.

Le 5 février, un groupe de militants du Comité pour les droits de l'homme au Viêt Nam et le Comité des droits de l'homme du Viêt Nam ont été détenus. Leur arrestation est liée à leur revendication de plus de droits religieux, politiques et autres. Les motifs d'accusation n'ont pas encore été annoncés. Le 16 février, M. Nguyen Phong, le cofondateur

du Parti Vietnamien du Progrès, a été arrêté. Le 17 février, son collègue M. Nguyen Binh Than a lui aussi été arrêté. Le 18 février, le Père Nguyen Van Ly a été arrêté dans l'archidiocèse de Hué.

Cette évolution est très préoccupante. La situation au Viêt Nam vire au pire alors qu'elle devrait s'améliorer. J'invite le gouvernement vietnamien à relâcher tous les prisonniers politiques. On ne devrait pas être emprisonné parce que l'on plaide pour la démocratie. Dans un système respectable on ne peut être emprisonné sous le motif que l'on défend les droits de ses concitoyens. Les avocats de la démocratie au Viêt Nam et de par le monde ne seront pas bâillonnés par ces arrestations, bien au contraire. Ces arrestations ren-



Chris Bowen

forcent la conviction et la détermination des avocats de la démocratie pour continuer leur combat. Au nom de mes collègues signataires de cette lettre, je renouvelle aux avocats de la démocratie notre soutien et nos encouragements pour qu'ils poursuivent leurs efforts en faveur de la démocratie au Viêt Nam.



Intervention du député australien Luke Donnellan au Parlement de Victoria



Luke Donnellan

1^{er} mars 2007

En mars 2006, je me rendis au Viêt Nam dans l'unique but de rencontrer les dissidents politiques. L'un d'entre eux est le père Nguyen Van Ly à Huê. Je viens d'être informé que le père Ly a été arrêté récemment par 60

voyous communistes. Ils se sont introduits dans la résidence Nha Chung de Huê, embarqué six ordinateurs, des téléphones mobiles et assigné à résidence le père Ly. Cette fois-ci, ils ne l'ont pas emprisonné, comme ils en ont l'habitude. Il (le père Ly) s'est mis en grève de la faim.

Ce qui me déçoit plus que tout c'est que le Premier ministre vietnamien s'est rendu récemment au Vatican. J'ai cru comprendre que le Premier ministre vietnamien, Nguyen Tan Dung a dit au Saint Père, le Pape Benoit XVI, que le Viêt Nam était libre et res-

pectait les libertés démocratiques et religieuses de son peuple. De toute évidence c'est faux. De toute évidence, le Viêt Nam n'apprécie pas la dissidence. Le père Ly est l'un des dissidents les plus connus dans le pays. Tous ses appels concernent les libertés religieuses et démocratiques élémentaires.

Avec le père Loi, ils ont écrit durant de nombreuses années des textes souterrains. Il est maintenant arrêté, après avoir déjà passé 10 ans de sa vie dans les geôles de cette région vietnamienne soumise à des voyous.

Question orale du Député Philippe MONFILS au Ministre belge des Affaires Etrangères, Karel DE GUCHT

Depuis plus de 30 ans, le Viêt Nam est une République communiste à parti unique.

En développant une économie libérale et en détenant le taux de croissance le plus important d'Asie du Sud-Est, le Viêt Nam s'est imposé dans la communauté internationale comme un État « respectable ». Ces bons résultats lui ont d'ailleurs tout récemment (11 janvier 2007) permis de devenir membre de l'OMC.

Malheureusement derrière ce beau tableau économique, se cachent encore de trop nombreuses persécutions. De telles persécutions politiques et religieuses ainsi que les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales commises par les autorités communistes vietnamiennes sont dans ce pays malheureusement quotidiennes

Depuis plusieurs mois, un véritable mouvement de résistance

s'est instauré au Viêt Nam. Ce mouvement est composé de militants dont le principal objectif est d'instaurer la démocratie dans leur pays. Huit de ces dissidents ont reçu en janvier dernier le prix Hellman-Hammett par l'organisation de défense des Droits de l'homme pour leur courage face à cette répression.

Le gouvernement communiste vietnamien n'apprécie guère ce mouvement et empêche celui-ci d'exercer ses activités en interdisant notamment la publication de leur journal indépendant.

Une véritable « chasse aux sorcières » contre ces dissidents a été lancée par le gouvernement communiste. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et d'autres, temporairement à l'étranger, appréhendent d'être écroués dès leur retour.

Cette répression est bien évidemment inacceptable.

Mes questions sont dès lors les

suivantes :

Monsieur le Ministre pourrait-il prendre contacts avec ses collègues européens afin de les sensibiliser à la question de la démocratisation du Viêt Nam pour qu'un véritable mouvement européen de soutien aux dissidents se mette en place?

Monsieur le Ministre pourrait-il lors de ses contacts avec les autorités diplomatiques vietnamiennes souligner l'importance du respect par ce pays de la déclaration universelle des Droits de l'homme et demander la fin de la persécution des militants pour la démocratie du Viêt Nam ?

Philippe MONFILS



Le Viêt Nam envisage la libération d'un journaliste après avoir été interpellé par Rice

Par Glenn Kessler
Washington Post

Samedi 17 mars 2007

Le Viêt Nam va réfléchir à l'éventuelle libération d'un célèbre journaliste qui est emprisonné depuis 2002, après que la Secrétaire d'État Condoleezza Rice a soulevé ce cas en privé cette semaine, dit le vice Premier ministre Pham Gia Khiem hier.

« Il a été condamné par la cour à 7 ans d'emprisonnement ; nous allons envisager son amnistie » dit Pham Gia Khiem aux journalistes du Washington Post, avec l'aide d'un interprète. Pham Gia Khiem qui fait une tournée aux États-Unis pour promouvoir les liens commerciaux et préparer le terrain pour la visite du président vietnamien, a rencontré Rice au Département d'État ce jeudi.

D'après Kristin Jones, du Comité de Protection des Journalistes, qui cite des propos de la famille de Nguyen Vu Binh datant du mois dernier, l'état de santé du prisonnier de 39 ans s'est détériorée au point qu'il n'est plus capable de soulever sa fille de 5

ans. Elle dit qu'il souffre d'hypertension et de maladie digestives.

Un officiel du Département d'État dit que le cas Nguyen Vu Binh fait partie de ceux que Rice a mentionné explicitement durant ses discussions sur les droits de l'homme avec le pays à parti unique. L'« attitude » de Pham Gia Khiem concernant Nguyen Vu Binh « était positive », déclare cet officiel sous le couvert de l'anonymat car l'entretien diplomatique était privé.

« Ce serait significatif s'il était libéré », dit Jones qui fait remarquer que Nguyen Vu Binh est l'un des journalistes coffrés en 2002 et qu'il est la seule victime de cette répression qui soit encore en prison.

Journaliste d'une revue officielle du Parti Communiste, Nguyen Vu Binh a été arrêté en septembre 2002 après avoir diffusé des articles sur Internet. Accusé d'« espionnage » car il a envoyé des informations à des organisations vietnamiennes à l'étranger par Internet, il a été condamné à 7 ans de prison et 3 ans d'assignation à résidence.

Pham Gia Khiem n'a pas précisé clairement si l'éventuelle amnistie couvrirait également l'assignation à résidence.

Human Rights Watch a rapporté au début de ce mois que le Viêt Nam – pays qui se développe rapidement et qui a atteint l'année dernière un objectif de longue haleine



Le journaliste Nguyen Vu Binh est emprisonné depuis 2003. Son état de santé s'est considérablement dégradé ces derniers mois.

en adhérant à l'Organisation Mondiale du Commerce – a récemment lancé l'une de ces pires attaques contre les dissidents depuis 20 ans, arrêtant des personnalités comme deux avocats défenseurs des droits de l'homme et un prêtre catholique.

« Indubitablement la libération de Vu Binh est une bonne nouvelle » dit Tom Malinowski, directeur de l'organisation basée à Washington Human Rights Watch. « Mais c'est la tactique de la porte battante qui consiste à relâcher puis à emprisonner ; le Département d'État ne devrait pas en être dupe. »

Le porte-parole du Département d'État Sean McCormack dit que durant la rencontre, Rice a « répété l'idée que nous voulons travailler avec le gouvernement vietnamien dans un esprit de respect et de dialogue constructif qui se concrétise par des avancées sur les problèmes des droits de l'homme au Viêt Nam. »

Dans son interview, Pham Gia Khiem n'a pas exprimé de regret sur les actions du gouvernement



Condoleezza Rice et Pham Gia Khiem, Vice premier ministre vietnamien et ministre des Affaires étrangères, le 15 mars 2007



vietnamien. Il a dit que le Viêt Nam a mis un siècle pour mettre à bas le colonialisme et obtenir son indépendance. Maintenant, dit-il, le gouvernement a pris la responsabilité de fournir « l'habit, le couvert et l'éducation à son peuple, réussissant une croissance économique annuelle de 8%. Nous encourageons les gens à s'enrichir par eux-mêmes, » dit-il.

« L'état de droit traduit la volonté de la grande majorité du public, » dit Pham Gia Khiem. « Quelques personnes, pas plus de 1% du peuple, ne sont pas d'accord avec la loi et l'ordre, mais nous avons besoin de servir les intérêts de la majorité. » Il précise que « même les parents de Nguyen Vu Binh le désapprouvent. »

Human Rights Watch a rapporté que le mois dernier, la police a

investi le domicile de Nguyen Van Ly, un prêtre catholique et l'un des fondateurs du « Bloc 8406, » un mouvement démocratique – puis l'a déplacé dans un autre lieu où il reste assigné à résidence. Pham Gia Khiem dément que le prêtre ait été arrêté, parlant d'une sorte « de mesure administrative, ou quelque chose comme ça... Mais s'il continue ses violations, il sera arrêté. »

Pham Gia Khiem se réfère à Nguyen Van Ly en utilisant les mots « Ong Ly », qui est une expression de politesse. Mais lorsque l'interprète l'a traduit par « Père Ly », un des officiels viet-



Les vietnamiens des États-Unis manifestent pendant la rencontre Rice / Khiem.

namien l'a interrompu, disant, « Pas Père. » Le Viêt Nam n'a pas de relations diplomatiques avec le Vatican.

Avec la contribution de Ylan Q. Mui, journaliste du Washington Post.

Les États-Unis interpellent le Viêt Nam sur les problèmes des droits de l'homme

WASHINGTON (Reuters) – Jeudi dernier, le Secrétaire d'État Condoleezza Rice a bousculé le Viêt Nam à propos de ses violations des droits de l'homme dont les parlementaires américains disent qu'elles se sont aggravées ces derniers mois.

Le porte-parole du Département d'État Sean McCormack a dit que les droits de l'homme avaient été en tête de liste dans l'agenda des discussions USA – Viêt Nam ; Rice en a discuté avec Pham Gia Khiem, Vice-premier ministre vietnamien et ministre des Affaires étrangères. D'autres problèmes ont été discutés. Plus tard, un officiel du Département d'État a déclaré que Rice avait soulevé quelques cas précis mais

il a refusé de fournir des détails.

Parmi les célèbres vietnamiens emprisonnés ce mois-ci se trouvent l'avocat Nguyen Van Dai, fondateur du Comité pour les Droits de l'Homme au Viêt Nam, non autorisé, et l'avocate Le Thi Cong Nhan. Un prêtre catholique dissident a été emprisonné le mois dernier. Les organisations de défense des droits de l'homme disent que le Viêt Nam a repris ses mauvaises habitudes sur les droits de l'homme, encouragé par son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, par le retrait de son nom de la liste noire des pays violant les libertés religieuses, et par l'organisation du sommet des pays de l'APEC auquel Rice, entre autres invités,

a participé. L'État à parti unique, communiste, rejette vivement les accusations d'aggravation de la répression politique.

Quatre parlementaires Républicains ont présenté cette semaine une résolution au Congrès qui coïncide avec la visite du ministre vietnamien, exigeant du Viêt Nam qu'il « cesse immédiatement sa rude campagne de violation des droits de l'homme et libère tous les prisonniers politiques et tous les prisonniers de conscience. » « Trop c'est trop. Il est temps que les droits de l'homme s'épanouissent au Viêt Nam » a déclaré le sénateur républicain du New Jersey, Chris Smith.



Viêt Tân lance une campagne mondiale pour soutenir les dissidents vietnamiens opprimés



A 10h30 du matin le 6 mars 2007, quinze policiers se sont rendus au domicile de l'avocate Le Thi Cong Nhan pour l'arrêter. Elle a d'abord été emmenée au commissariat local puis transférée ensuite dans un lieu inconnu.

Au même moment, la Sûreté Publique a également interpellé l'avocat Nguyen Van Dai dans les rues de Hà Nội. Il a été reconduit à son domicile avant d'être officiellement mis aux arrêts en présence de son épouse. Il est actuellement emprisonné dans la cellule 17-19 de la prison n°1 de la Police, à Cau Dien, banlieue de Ha Noi. Maître Nguyen Van Dai, 38 ans, est le fondateur du Comité pour les Droits de l'Homme au Viêt Nam. Il s'est souvent exprimé sur les problèmes des droits de l'homme et sur la démocratie. Il défendait de nombreuses victimes des violations des libertés civiles et religieuses. Dai est l'un des huit écrivains qui ont reçu le prestigieux prix Hellman/Hammett décerné par l'ONG Human Rights Watch, début 2007.

Ils se sont vus signifier une

période de détention provisoire de quatre mois et ils seront poursuivis pour violation de l'article 88 du Code pénal vietnamien. Cependant, cet article ne permet à la police de détenir un individu qu'au maximum trois jours. Les familles de Dai et Nhan s'inquiètent beaucoup pour la sécurité des emprisonnés.

Cette escalade dans la répression suit celle menée contre le père Nguyen Van Ly au sein de l'archidiocèse de Huê. Déjà sous le coup d'une assignation à résidence, le père Ly a été déplacé de force dans la paroisse Ben Cui depuis le 19 février 2007 pour continuer sa peine. Les autorités l'accusent du même motif. En novembre dernier, sous la pression internationale et dans le double objectif de réussir son entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce et d'obtenir le statut PNTR par le Congrès des États-Unis, Hà Nội avait annoncé l'abrogation du Décret 31/CP sur la détention administrative. Ce décret permettait d'emprisonner des dissidents jusqu'à deux ans sans procès. Après avoir atteint leurs objectifs, les autorités vietnamiennes retournent leur veste

en utilisant de décret contre le père Nguyen Van Ly et les avocats Dai et Nhan.

Le régime communiste vietnamien n'hésite pas à enfreindre ses propres lois pour défendre ses intérêts financiers ou bien s'il perçoit une menace sur sa dictature. Aucun Vietnamien ne peut se sentir à l'abri en vivant sous le régime communiste vietnamien.

Viêt Tân lance une campagne globale pour soutenir les militants pour la démocratie au Viêt Nam du 3 au 31 mars 2007.

À Paris, Oslo, et Canberra, et ailleurs Viêt Tân s'associe aux efforts des autres organisations dans les communautés vietnamiennes pour soutenir les dissidents. La campagne a été lancée en réponse à une brusque escalade dans les violations des droits de l'homme et la répression politique par les autorités communistes vietnamiennes contre les militants pour la démocratie au Viêt Nam. Cette campagne de soutien se traduira par des manifestations pacifiques dans beaucoup de villes autour du monde.





Oslo, Norvège - 27 février



Paris, France - 1er mars



Canberra, Australie - 1er mars



Hambourg, Allemagne - 3 mars



Adelaïde, Australie - 3 mars



Tokyo, Japon - 3 mars





Nouvelle Orléans, États-Unis - 4 mars



Perth, Australie - 9 mars



Munich, Allemagne - 9 mars



San José, États-Unis - 9 mars



San Francisco, États-Unis - 9 mars



Bergen, Norvège - 10 mars





Chicago, États-Unis – 11 mars



Hawaii, États-Unis – 11 mars



Frankfurt, Allemagne – 11 mars



Adelaïde, Australie - 11 mars



Los Angeles, États-Unis - 11 mars



Oslo, Norvège – 11 mars





Ottawa, Canada - 11 mars



Washington, États-Unis - 11 mars



San Diego, États-Unis - 15 mars



Washington, États-Unis - 15 mars



Chicago, États-Unis - 18 mars



La Haie, Pays-Bas - 18 mars





Houston, États-Unis – 18 mars



Los Angeles, États-Unis - 24 mars



Atlanta, États-Unis – 25 mars



Paris, France – 26 mars



San Francisco, États-Unis – 29 mars



Washington, États-Unis – 29 mars



Des milliers d'ouvriers vietnamiens en grève sauvage

13 mars 2007

The Associated Press

HANOÏ, Vietnam: Afin de réclamer un salaire plus élevé, 3000 ouvriers vietnamiens se sont brusquement mis en grève dans une usine taiwanaise de meubles du Sud du Vietnam, ont annoncé samedi. Les médias d'état et les officiels de la compagnie.

Le journal Tuoi Tre (Youth) a indiqué que le personnel de la compagnie Vietnam Green River Wood and Lumber de la province de Binh Duong s'est plaint que les nouveaux employés gagnaient autant que des ouvriers plus anciens.

Nguyen Thi Mai, un responsable des ressources humaines de compagnie, a dit que les ouvriers n'avaient pas informé le syndicat ou la compagnie avant de commencer leur grève vendredi.

« Ils auraient pu au moins nous avertir directement ou informé le syndicat de leur action. Hier, ils n'ont rien mais se sont contentés d'arrêter le travail. » a indiqué Mai.

Au Vietnam, les grèves qui ne passent pas par des syndicats sont illégales.

Mai a indiqué que les responsables des syndicats et de gou-

vernement ont essayé de négocier un accord.

Une vague des grèves a frappé l'année dernière les compagnies à travers le Sud du Vietnam, avec des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant dans des usines étrangères arrêtant le travail.

En réponse, le gouvernement a augmenté le salaire minimum dans les sociétés étrangères d'au moins 25%.

HANOÏ : Mardi, les médias d'État ont annoncé que des dizaines de milliers d'ouvriers vietnamiens travaillant dans des entreprises étrangères localisées dans la zone industrielle du sud du pays se sont mis en grève la semaine dernière pour réclamer une augmentation des salaires.

D'après le quotidien Tien Phong, cinq usines de la province de Dong Nai près du centre commercial de Ho Chi Minh Ville, appartenant à des compagnies japonaises, taiwanaises et de Singapour, ont été frappées lundi par cette action industrielle.

Les dernières grèves ont rassemblé la semaine passée plus de 30000 ouvriers dans la province, a indiqué le quotidien contrôlé par l'État, sans mentionner com-

bien d'entre eux étaient retournés au travail.

« Nous avons averti les employeurs à la fin de l'année dernière que des grèves pourraient se produire au début de 2007 s'ils n'amélioraient pas leurs systèmes de salaire selon la loi » avait averti Huynh Tan Kiet, le Président de la fédération syndicale provinciale. « Ils en n'ont pas tenu compte. »

Une vague importante de grèves a frappé les compagnies étrangères l'année dernière dans le sud du Vietnam, avec des dizaines de milliers d'ouvriers délaissant leurs outils de travail pour réclamer des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail.

Lors d'une grève récente, quelques 3000 ouvriers ont quitté leur travail vendredi dernier dans la compagnie Green River Wood and Lumber de la province de Binh Duong, également située près de la zone industrielle autrefois appelée Saigon.

Le Vietnam, où les ouvriers gagnent typiquement environ 50 dollars par mois, est devenu une destination attrayante pour les producteurs étrangers de chaussures, de textiles et de vêtements, d'électronique et d'automobiles à la recherche d'une main d'oeuvre bon marché.

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234

San Jose, CA 95132 — USA

Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223

Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN

Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130

92185 Antony Cedex- FRANCE

Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791

Bankstown, NSW 2200

Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

